

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1927

Rapport de la Commission des Finances sur le Projet de Loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour 1928, ainsi que diverses dispositions relatives à la dotation du Fonds d'amortissement de la Dette publique et à l'émission des actions de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

(Voir les n°s 4-I, 22, 23 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 14, 15, 16 et 20 décembre 1927; le n° 5-I, du Sénat.)

Présents : MM. le baron DE MÉVIUS, président-rapporteur; BARNICH, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE BROUCKERE, le baron DELVAUX DE FENFFE, DESPRET, FRANÇOIS, LIEBAERT, MOYERSOEN, OHN et VAN OVERBERGH.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de budget des Voies et Moyens pour 1928, simple prévision des recettes probables à effectuer par l'Etat, a été examiné par votre Commission dans plusieurs réunions; il a été discuté et adopté par la Chambre des Représentants en sa séance du 20 décembre 1927.

Nous constatons avec plaisir, bien que ce Projet de Loi ne nous soit envoyé que tardivement encore, qu'il y a une légère amélioration sur les années précédentes, où le Sénat se trouvait dans l'impossibilité de modifier, s'il l'eût désiré, quoi que ce fût au projet présenté par le Gouvernement et la Chambre ou de l'amender; situation inadmissible eu égard aux règles constitutionnelles.

Il est à souhaiter qu'à l'avenir le Sénat soit saisi de ce projet au plus tard le 15 décembre.

* *

Les Titres I et II feront l'objet de diverses observations; le titre III « date de la mise à exécution de la loi », ne donne lieu à nul commentaire; cette date étant fixée par la Constitution.

A l'article 1^{er}, Section I du titre I^{er} :
« Dotation extraordinaire du Fonds

d'amortissement de la Dette publique » la Dotation est réduite de 1,500,000,000 à 1,200,000,000 de francs.

Cette proposition du Gouvernement n'a pas été faite sans provoquer un certain étonnement et quelque émotion. Il y a, nous le savons, une école à la tête de laquelle se trouve l'honorable M. Renkin qui voudrait, non seulement ne pas rembourser anticipativement, en dehors des amortissements convenus, quoi que ce soit des dettes consolidées, — opinion très sage dans les circonstances actuelles, les contribuables devant être dégrevés — mais encore réduire, très notablement, l'amortissement de la dette flottante, afin de diminuer de suite et dans des proportions considérables — l'honorable M. Renkin parlait d'un milliard — les impôts actuels qui pèsent indiscutablement sur l'économie nationale et sont une entrave à la prospérité du commerce et de l'industrie.

Votre Commission estime que ce sera, peut-être là, l'œuvre de demain; mais, pour l'instant, elle se rallie au versement mensuel de cent millions de francs, ainsi qu'il vous est proposé par l'honorable Ministre des Finances, avec l'approbation du Gouvernement et du

Comité consultatif financier que préside l'honorable M. Theunis.

L'ère des décisions héroïques prises en période de crise aiguë est, en effet, heureusement passée, et la consolidation forcée des bons du Trésor en échange d'actions des chemins de fer a totalement modifié la situation.

De 15 à 16 milliards de dettes à court terme qui existaient au printemps 1926, — en y comprenant les milliards des marks — par suite de l'emprunt de stabilisation dont le montant a réduit la dette vis-à-vis de la Banque Nationale; par suite du placement des 5 milliards d'actions privilégiées du chemin de fer; et, enfin, par suite de plus de 2 milliards d'amortissements réalisés par la Caisse du Fonds d'amortissement, il ne reste plus que 1,952,185,000 francs de bons divers et avances à rembourser, en dehors des 2 milliards restant dus à la Banque Nationale.

Les annuités de 1,200,000,000 de francs suffiront amplement pour la première partie de ces obligations; et, en présence des dégrèvements d'impôts déjà effectués ou actuellement demandés au Parlement, dégrèvements qui s'élèvent à près de 450,000,000 de francs; et aussi des diminutions envisagées, votre Commission ne peut que se rallier à la proposition qui nous est faite de diminuer la Dotation extraordinaire de 300,000,000 de francs.

La question de légalité n'est pas discutable; le vote du budget étant annuel et le Parlement maître de ses décisions à cet égard.

Le Gouvernement, d'accord avec le Comité directeur du Fonds d'amortissement, d'accord avec la Banque Nationale et les experts financiers, propose de charger la Caisse du Fonds d'un versement, à capitaliser, de 20 millions par mois, à la disposition de la Banque; versement qui apurerait, s'il était continué pendant sept ou huit ans, le reliquat de l'emprunt des marks, si, d'ici là, dans un geste de simple honnêteté,

l'Allemagne n'avait pas réparé, tout au moins en majeure partie, le préjudice que le cours forcé des marks pendant l'occupation a causé au pays.

Cette éventualité désirable permettrait un remboursement immédiat.

Certes, la couverture actuelle de la Banque, évaluée à 70 p. c., est plus que suffisante, mais une créance indisponible de l'importance de celle de l'Etat, pourrait gêner la politique de la Banque d'émission, si une crise économique ou financière se produisait.

Votre Commission estime hautement justifiée la proposition du Gouvernement.

L'article 2, Section II, fixe à cinq milliards de francs la première tranche de l'émission des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges; émission confiée au Fonds d'amortissement.

Cette mesure, fort onéreuse pour le Trésor, fut nécessitée par les événements et contribua notablement au rétablissement de la confiance et à l'assainissement de notre situation financière au point de vue de notre dette flottante. Ne la regrettons pas. Maintenant que la situation est apurée et que d'aucuns estiment même qu'il n'y a pas trop de bons du Trésor en circulation, et que rien ne presse de les rembourser autrement que par le fonctionnement prévu de la Caisse, le Gouvernement a jugé, à bon droit, que pour les amortissements qui lui sont confiés, la Caisse pouvait aisément y faire face sans devoir émettre un plus grand nombre d'actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

A ce sujet, votre Commission s'est réjouie de constater que la situation est telle que la Trésorerie a pu avancer 560 millions de francs pour la Caisse du Fonds d'amortissement, en 1927, afin d'aider au remboursement de bons du Trésor arrivant à échéance.

Par amendement au Titre I^{er}, Section III (nouvelle), le Gouvernement a fait adopter par la Chambre (art. 2^{bis} (nouveau) la suppression de l'article 3 de la loi du 28 décembre 1926, article 12 du Tableau, établissant une taxe spéciale sur le montant brut des salaires payés par les industriels et commerçants. Cette taxe était destinée à encourager l'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager.

Le Parlement rejeta, avec raison, toute affectation à un fonds spécial opposé à ses principes.

Votre Commission et le Sénat constatant que malgré les promesses faites, il s'agissait d'un impôt nouveau et à charge d'une classe spéciale de citoyens, n'avaient admis qu'avec de vives protestations, et vu l'impossibilité d'amender le projet de budget des Voies et Moyens soumis trop tardivement à leurs délibérations, le vote de l'article en question. Aussi, étant donné que les sommes destinées à intensifier l'enseignement technique ne sont en rien diminuées de ce chef et reconnaissant l'utilité de l'encourager, la majorité de votre Commission a approuvé l'amendement proposé et la suppression de l'article 12.

*
* *

Au Titre II. Article 4.

Les recettes ordinaires exceptionnelles et compensatoires de l'État sont évaluées à :

Recettes ordinaires :	fr. 8,028,645,859
Id. exceptionnelles	2,500,000
Id. compensatoires	759,831,360

Total fr. 8,782,977,219

La stabilisation, qui nécessite toute une adaptation du budget des dépenses, a également sa répercussion sur les prévisions de recettes, et, en tenant compte des chiffres connus pour 1927, votre Commission estime que le budget des Voies et Moyens est établi avec pru-

dence et sagesse et permet d'espérer des plus-values importantes.

Si nous parcourons les divers articles du Budget — bien que nous ne puissions qu'approuver le principe d'après lequel l'honorable Ministre opère d'abord les dégrèvements sur les postes qui nuisent le plus à l'économie nationale — ce serait une profonde désillusion si, quand le Fonds d'amortissement aura produit tout son effet, tous ces 10 centimes additionnels au profit de l'État n'étaient supprimés au bout de quatre ans, ainsi que cela fut promis lors de l'établissement de ce nouvel impôt.

L'atténuation apportée à la super-taxe a été accueillie avec satisfaction par tous les adversaires de cet impôt, et ils sont légions, mais n'a pas fait disparaître les inconvénients de la déclaration, ni les injustices qu'entraîne l'obligation de la déclaration du revenu des valeurs au porteur.

L'afflux des capitaux étrangers, fuyant peut-être aussi des législations aussi vexatoires, ne permet plus guère de se rendre compte des conséquences de l'évasion des capitaux belges à l'étranger qui est considérable. Mais cette situation qui durera aussi longtemps qu'on n'aura pas rendu la confiance aux capitalistes belges et supprimé la déclaration pour les valeurs au porteur, ne semble ni sympathique, ni avantageuse, elle pourrait même être un danger en cas de crise ou de panique et il est grandement désirable que l'effort belge, le travail belge et l'initiative belge profitent à nos concitoyens et non aux étrangers.

*
* *

L'article 9 du Budget des Voies et Moyens évalue à 50,000,000 de francs le rapport éventuel des jeux et paris en 1928.

Parmi ces recettes, les courses produisent une somme de plus de 15 millions et l'exagération de la somme perçue pourrait tuer la poule aux œufs

d'or et avoir comme conséquence, non pas la disparition des joueurs, donneurs et spectateurs, mais la diminution considérable — si pas la disparition — des acteurs, c'est-à-dire des éleveurs, propriétaires et chevaux de courses, les prix donnés, par suite des charges fiscales, n'étant plus à la hauteur des besoins d'une institution utile à l'armée, au commerce et à l'agriculture. Les propriétaires ont perdu plus de 6 millions en 1927. Des pourparlers sont en cours ; mais pour offrir de nouveau un attrait aux concurrents étrangers qui désertent nos hippodromes, sauver l'élevage des chevaux de sang et les courses en Belgique, dont l'effectif chevalin actuel est absolument insuffisant pour faire face à des réunions quasi journalières, une augmentation importante des prix, ne pouvant résulter que de la diminution de la taxation, est indispensable.

Si l'on compare la situation en Belgique avec celle de la France et de l'Angleterre, l'on verra qu'en France, les courses ne sont pas soumises à la taxe sur les spectacles ou sur le chiffre d'affaires : les entrées seules sont grevées d'une taxe au profit de l'Etat.

En Angleterre, il n'y a pas de taxes d'aucune espèce.

La taxe sur le jeu en Angleterre est de 2 p. c. seulement et l'on tâche de la faire réduire à 1 p. c.

En France, où seul le mutuel est autorisé, les sociétés font un profit énorme par le pourcentage qui leur est concédé par l'Etat sur les prélèvements effectués et trouvent là les ressources pour augmenter leur budget et mettre les prix à la hauteur des dépenses occasionnées par l'entretien d'une écurie de courses.

En Belgique, outre un impôt de 27 1/2 sur les recettes brutes (taxe sur les spectacles) le fisc prend 4 p. c. sur le chiffre d'affaires des donneurs auquel s'ajoute la taxe sur les piquets au profit des sociétés : 1 1/2 p. c. environ, au total 5 1/2 p. c. Tout cela est exorbitant.

L'Etat a encaissé 15,510,784 francs,

dont 12,635,218 francs pour la taxe sur les paris, sans en ristourner aux sociétés une part suffisante pour leur permettre de donner en prix la même somme qu'avant guerre en tenant compte de la valeur or et imposant de ce fait aux parieurs une charge fort lourde, dont tôt ou tard les effets doivent se faire sentir.

Les courses, plaisir honnête et en vogue dans tous les pays, contribuent à la prospérité du commerce, aux recettes du chemin de fer et peuvent rapporter sans exagération une somme importante au Trésor. Nul doute que le Département des Finances ne comprenne les nécessités de la situation.

Et qu'on ne vienne pas dire que ce sport est uniquement un sport de bourgeois et de riches. Il n'y a qu'à se transporter dans les Flandres à Deynze, Herzele et surtout au si populaire steeple-chase de Waereghem pour constater que c'est la population toute entière du pays qui y prend part.

*
* *

A l'article 15, *accises*, la Brasserie belge est taxée, au coefficient 12, pour 180 millions de francs, soit, en tenant compte des « déclarations » actuelles et bien que celles-ci en diminution n'atteignent pas les trois quarts des chiffres d'avant-guerre, à près de dix fois valeur or, ce qu'elle payait en 1913.

Bien que la charge soit lourde, tout spécialement dans ce moment de grande cherté des matières premières et de la main-d'œuvre ainsi que des obligations sociales et fiscales, il est naturel que la corporation supporte sa part dans les besoins de la trésorerie pour la restauration financière du pays. Mais elle s'élève à juste titre contre les droits exagérés frappant à leur entrée en Belgique les malts étrangers, droits de fr. 17-50 aux 100 kilos, contre fr. 1-50 avant la guerre. Ces droits, qui sont encore aggravés par une inégalité dans l'application de la taxe de transmission,

constituent une prime excessive accordée à la malterie belge, au préjudice du consommateur. En effet, celui-ci est, en dernier ressort, le plus intéressé à toute mesure qui met la brasserie belge en infériorité vis-à-vis de l'étranger.

En grevant à l'excès le prix de revient de la boisson nationale, on met dans une situation désavantageuse, vis-à-vis de la concurrence d'outre-Rhin, nos brasseurs désirant employer certains malts, sans lesquels il n'est pas possible de produire une bière parfaite.

Il est d'autant plus désirable que le Département des finances étudie la question soigneusement et à bref délai, que l'excès des droits d'entrée sur les malts a diminué sensiblement les recettes du Trésor en réduisant dans une forte proportion leur importation.

*
* *

A l'article 99, un membre de votre Commission avait exprimé des craintes, en présence du chiffre considérable des dépôts aux chèques postaux s'élevant à environ un milliard de francs avec un mouvement de plus de 100 milliards de francs par an, d'un manque de couverture en cas de retraits précipités et d'une panique. Cette crainte n'est pas fondée, un dépôt d'environ un demi milliard de francs se trouvant à la Banque Nationale à la disposition de l'Etat pour faire face à une telle éventualité.

Au 13 décembre 1927, le compte des valeurs servant de garanties était créditeur de 516,360,050 francs.

*
* *

Connaissant la prudence habituelle du Département des Finances dans ses évaluations budgétaires et nous basant sur les recettes probables de 1927 qui s'élèveront à 7,689,100,000 francs, alors que les prévisions pour 1928 ne s'élèvent qu'à 7,441,095,000 francs et

qu'au contraire une augmentation de recettes est probable :

a) Votre Commission espère qu'il pourra être bientôt fait droit aux justes revendications des pensionnés et tout particulièrement des vieux serviteurs de l'Etat dont le sort est intéressant au plus haut point et qui attendent, eux aussi, avec anxiété, la péréquation de leurs pensions. Il est hautement désirable que cette situation soit réglée dans le plus bref délai où la chose sera possible sans compromettre l'équilibre du budget. Sécurité d'abord a dit, à bon droit, l'honorable Ministre des Finances, rien ne pouvant être plus préjudiciable aux intérêts belges qu'un danger qui menacerait à nouveau notre monnaie nationale, mais justice aussi pour tous !

b) Une situation également intéressante, signalée à juste titre à maintes reprises par l'honorable M. Van Overbergh, est le cas de ce que j'appellerai les rentiers forcés d'avant-guerre, mineurs, établissements publics, etc., et même de tous ceux qui pourraient prouver par inscription au Grand-Livre ou autrement posséder les titres de notre Dette belge antérieurement à cette époque.

Il sera juste d'étudier, si on ne peut atténuer un jour pour eux la perte de près des neuf dixièmes de ce qu'ils avaient prêté volontairement ou obligatoirement à l'Etat, confiants dans sa solvabilité et sa correction ;

c) Le paiement des Dommages de Guerre se fait presque complètement en titres, d'où perte sérieuse pour les sinistrés. Une guerre, surtout une guerre de plus de quatre années, ne passe pas sur un pays et à plus forte raison sur un pays occupé, sans y laisser des ruines, mais plutôt ces titres pourront-ils être définitivement remis et plutôt les intérêts arriérés pourront-ils être apurés, mieux ce sera pour mettre fin à des réclamations et des mécontentements justifiés. La Commission émet le vœu que le Gouvernement paie d'avance en espèces.

Questions posées par la Commission des Finances du Sénat.

PREMIÈRE QUESTION. — A. En vertu de quelles décisions le Fonds d'amortissement a-t-il été chargé d'amortir :

1° La dette envers la Société Nationale de Crédit à l'Industrie fr.	855,000,000
2° La dette dite des chevaux canadiens . . .	163,000,000
3° Les bons interprovinciaux	647,000,000

Ensemble : fr. 1,665,000,000

RÉPONSE. — Aux termes de la loi du 7 juin 1926, c'est au Fonds d'amortissement qu'il appartient de régler, d'accord avec le Gouvernement, l'affectation des dotations qui lui sont attribuées.

En vertu de ce pouvoir, le Fonds a compris les dettes dont il s'agit dans son programme d'amortissement et celui-ci a été approuvé par le Gouvernement.

Cette décision conjointe se justifie, en ce qui concerne les Bons du Trésor dits « des chevaux canadiens » et les Bons interprovinciaux, par le fait que ces dettes, aujourd'hui encore rangées au tableau des obligations à moyen terme, peuvent d'ores et déjà être considérées comme rentrant dans la catégorie des dettes à court terme, leurs échéances s'échelonnant du 10 décembre 1928 au 10 septembre 1930.

En ce qui regarde la nécessité du remboursement par le Fonds de la dette de l'Etat envers la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Exposé général du Budget de l'exercice 1927 s'exprime en ces termes :

« Il reste d'autres dettes dont le remboursement s'impose :

» Au premier rang de celles-ci figure la dette de l'Etat envers la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ;

» Cette dette a, jusqu'à présent, été

inscrite au tableau de notre Dette publique parmi les dettes indirectes sous la rubrique « Emprunt 6 % de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants ».

» Cet emprunt avait été émis dans le but de restituer à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie les fonds qu'à la demande de l'Etat elle avait avancés aux industriels et aux commerçants sinistrés. Cette restitution avait pour but de permettre à cet organisme de reprendre au plus tôt l'œuvre essentielle en vue de laquelle il a été fondé, savoir : l'octroi à nos industriels et à nos commerçants de crédits à long et moyen terme et de crédits d'exportation.

» Sous l'influence de la dévalorisation progressive de notre franc et de la désaffectation qui s'en est suivie à l'égard des valeurs à revenu fixe, et spécialement des fonds d'Etat, l'émission des obligations de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants n'a donné que des résultats tout à fait insuffisants. La Société Nationale de Crédit à l'Industrie s'est trouvée, de ce fait, dans la nécessité d'accepter provisoirement, pour la presque totalité de ses créances, des titres de l'emprunt prémentionné, restant ainsi dépourvue des disponibilités qui lui étaient indispensables pour remplir sa mission.

« Justement préoccupé de cette situation, le précédent Gouvernement a mis à la disposition de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie une somme de 885,018,420 francs, prélevée sur le produit des emprunts de 50 millions de dollars, émis en vertu de la loi du 6 mars 1925, contre restitution par la dite Société au portefeuille du Trésor belge d'un capital de 893,958,000 francs en obligations de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants.

» Dans les conjonctures économiques actuelles, il est plus indispensable que jamais que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie reprenne dans sa plénitude le rôle d'intérêt général que lui ont assigné ses fondateurs et, spécialement, apporte aux classes moyennes l'aide qui leur est nécessaire.

» Il entre dans la mission normale du Fonds d'amortissement de réaliser cette œuvre éminemment utile au développement de l'activité de la nation en inscrivant à son programme d'amortissement le solde de la dette de l'Etat envers la Société nationale de Crédit à l'Industrie. »

DEUXIÈME QUESTION. — Comment l'honorable Ministre des Finances envisage-t-il la situation du Fonds d'amortissement à l'expiration des quatre ans?

RÉPONSE. — Au 30 juin 1930, arrivera à extinction la dotation extraordinaire prévue par la loi du 7 juin 1926. A ce moment donc prendra fin la mission d'amortissement de la *dette flottante* dévolue au Fonds.

Le Fonds conservera néanmoins son existence, mais sa mission se limitera à l'amortissement des dettes consolidées au moyen des dotations prévues au Budget de la Dette publique.

TROISIÈME QUESTION. — Quel est l'avoir des chèques postaux, solde des administrations déduit?

RÉPONSE. — L'avoir des particuliers « chèques postaux » s'élevait, savoir : au 30 septembre 1927, à 925,450,271 fr., au 30 novembre 1927, à 891,589,399 fr.

QUATRIÈME QUESTION. — Quel est le montant des petites coupures en circulation (billets Banque Nationale, Trésorerie).

RÉPONSE. — Au 13 décembre 1927, les billets de 20 et de 5 francs en circulation s'élevaient à 719,128,000 francs.

Telles sont, Madame et Messieurs, les principales observations que l'étude du Budget des Voies et Moyens a suggéré à votre Commission des Finances qui, par six voix pour et cinq contre, a l'honneur de vous proposer le vote du Budget des Voies et Moyens pour 1928 tel qu'il nous est soumis par le Gouvernement et la Chambre des Représentants.

Le Président-Rapporteur,
B^{on} DE MÉVIUS.

(8)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1927

Verslag uit naam van de Commissie voor de Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1928, alsmede verschillende bepalingen betreffende de buitengewone dotatie van het Fonds tot delging van de Staatsschuld en de uitgifte van aandelen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

(Zie de n^{rs} 4-I, 22, 23 en de Handelingen van de Kamers der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 14, 15, 16 en 20 December 1927; n^o 5-I, van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Baron DE MÉVIUS, voorzitter-verslaggever ; BARNICH, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE BROUCKERE, Baron DELVAUX DE FENFFE, DESPRET, FRANÇOIS, LIEBAERT, MOYERSON, OHN en VAN OVERBERGH.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het Begrotingsontwerp van 's Lands Middelen voor 1928, een bloot vooruitzicht van de waarschijnlijke ontvangsten door den Staat te innen, werd door uw Commissie in verschillende vergaderingen onderzocht; het werd in de Kamer besproken en aangenomen op 20 December 1927.

Wij stellen met genoegen vast, hoewel het ontwerp ons nog laatijdig werd overgemaakt, dat er een kleine verbetering is op de vorige jaren toen de Senaat in de onmogelijkheid werd gesteld wat ook te wijzigen, zoo hij het hadde gewenscht, aan het ontwerp door de Regeering en de Kamer voorgelegd of het te amendeeren; zulks was een onaanneembare toestand ten aanzien van de grondwettelijke regelen.

Het is te wenschen dat voortaan dit ontwerp ten laatste op 15 December bij den Senaat wordt aanhangig gemaakt.

* * *

Omtrent titels I en II zullen verschil-

lende opmerkingen gemaakt worden; titel III, namelijk de datum van uitvoering der wet, vergt geen commentaar; deze datum wordt bepaald door de Grondwet.

Bij het eerste artikel, sectie I van titel I : « Buitengewone dotatie van het Fonds tot delging van de Staatsschuld » wordt de dotatie van 1,500,000,000 op 1,200,000,000 frank verminderd.

Dit voorstel van de Regeering heeft wel wat verwondering en ontroering verwekt. Wij weten dat er een strekking bestaat geleid door den geachten heer Renkin, die niet alleen wenscht dat er buiten de overeengekomen afschrijvingen niet op voorhand worde afbetaald, — een zeer wijze meening in de huidige omstandigheden vermits de belastingen moeten verlicht worden, — doch ook de delging van de vlottende schuld merklijk te verminderen, ten einde dadelijk en in aanzienlijke verhouding (de heer Renkin sprak van een milliard) de tegenwoordige belastingen te verlagen, waar deze onbetwist op 's lands economie

drukken en een hinderpaal zijn voor den bloei van handel en nijverheid.

Uw Commissie meent dat zulks misschien de taak van morgen is; thans echter sluit zij zich aan bij de maandelijksche storting van honderd millioen frank, zooals de geachte Minister van Financiën het voorstelt, met de goedkeuring van de Regeering en van het financieel raadgevend Comitéit voorgezet door den heer Theunis.

De tijd der heldhaftige besluiten, in dagen van scherpe crisis genomen, is inderdaad gelukkig voorbij en de verplichte consolidatie van de Schatkistbons in verwisseling van spoorwegaandeelen heeft den toestand volkomen gewijzigd.

Van de 15 à 16 milliard schuld op korten termijn die bestond in het voorjaar 1926, de milliarden marken inbegrepen, naar aanleiding van de stabilisatieleening wier bedrag de schuld tegenover de Nationale Bank heeft verminderd, naar aanleiding van de plaatsing van 5 milliard preferente spoorwegaandeelen en ten slotte naar aanleiding van meer dan 2 milliard afschrijvingen door de Kas van het Amortisatiefonds gedaan, blijven er nog slechts 1,952,185,000 frank verscheiden bons en voorschotten terug te betalen, buiten de 2 milliard die nog verschuldigd zijn aan de Nationale Bank.

De annuïteiten van 1,200,000,000 fr. in 1928, 1929 en 1930 zullen ruim volstaan voor de eerste reeks dier verplichtingen. Ten aanzien van de belastingonthefingen, reeds verricht of thans aan het Parlement gevraagd, endie ongeveer 450,000,000 frank bedragen, en ook der beloofde verminderingen, kan uw Commissie zich slechts aansluiten bij het voorstel de buitengewone dotatie met 300,000,000 frank te verminderen.

De kwestie van wettelijkheid valt niet te betwisten, daar het stemmen van de begrooting voor het jaar geldt en het Parlement in dit opzicht vrij is over zijn besluiten.

De Regeering, in overleg met het

Bestuurscomiteit van het Delgingsfonds, met de Nationale Bank en met de financiële deskundigen, stelt voor dat de Kas van het Fonds een te kapitaliseeren storting van 20 millioen per maand ter beschikking van de Bank zou stellen. Deze storting zou binnen zeven of acht jaar het overblijvende aanzuiveren van de leening der marken, indien Duitschland niet middelerwijl, uit zuivere eerlijkheid, althans voor het grootste gedeelte de schade zou hebben vergoed die de gedwongen koers van de marken tijdens de bezetting aan het land heeft berokkend.

Deze gewenschte gebeurlijkheid zou een onmiddellijke terugbetaling mogelijk maken.

Stellig, de huidige dekking van de Bank, geraamd op 70 t. h., is meer dan toereikend, doch een niet beschikbare schuldvordering, zoo aanzienlijk als deze van den Staat, zou de politiek van de Bank van uitgifte kunnen hinderen, indien een economische of financiële crisis moest loskomen.

Uw Commissie acht het voorstel van de Regeering zeer gegrond.

Artikel 2, sectie II, beperkt de uitgifte van de preferente spoorwegaandeelen op vijf milliard, uitgifte die vroeger zonder beperking werd toevertrouwd aan de Commissie van het Delgingsfonds.

Deze maatregel, die de Schatkist zoo duur kwam, werd genoodzaakt door de gebeurtenissen en droeg merkkelijk bij tot het weerkeeren van het vertrouwen en tot het gezondmaken van den financiëleen toestand ten opzichte van de vlottende schuld. Laten wij het niet betreuren. Nu de toestand gezuiverd is en dat sommigen meenen dat er niet te veel Schatkistbons in omloop zijn en niets aandringt om ze terug te betalen anders dan door de voorziene werking van de Kas, heeft de Regeering terecht geoordeeld dat voor de afschrijvingen die haar zijn toevertrouwd, de Kas ze gemakkelijker kon verrichten zonder een grooter aantal preferente spoorwegaandeelen uit te geven.

In dit opzicht heeft uw Commissie met genoegen vastgesteld dat de toestand zoodanig is dat de Thesaurie 560 millioen heeft kunnen voorschieten aan de Kas van het Delgingsfonds, in 1927, om bij te dragen tot de uitkeering van Schatkistbons die vervielen.

* * *

Bij amendement op Titel I, Sectie III (nieuw) heeft de Regeering door de Kamer (art. 2bis (nieuw) de afschaffing doen goedkeuren van artikel 3 der wet van 28 December 1926, artikel 12 der Tabel, waarbij eene bijzondere taxe werd gevestigd op het bruto-bedrag der door de nijveraars en handelaars uitbetaalde loonen. Deze taxe was bestemd om het nijverheids-, vak-, handels- en huishoudonderwijs aan te moedigen. Terecht heeft het Parlement verworpen dat de opbrengst dezer taxe zou worden gestort in een bijzonder fonds, dat strijdig is met de beginselen, die het vestigen dezer taxe hebben ingegeven.

Uwe Commissie en de Senaat, vaststellende dat het spijs de beloften een nieuwe belasting gold die zou drukken op eene bijzondere klasse burgers, hadden bedoeld artikel slechts goedgekeurd met levendig verzet en omdat het onmogelijk was het ontwerp van begrooting van 's Lands Middelen te amendeeren, daar het al te laat aan onze beraadslagingen werd onderworpen. Ook, vermits de credieten bestemd voor de bevordering van het technisch onderwijs hoegenaamd niet worden verminderd, en daar het nuttig blijkt dit onderwijs aan te moedigen, heeft uwe Commissie het voorgestelde amendement en het wegvallen van artikel 12 goedgekeurd.

* * *

Bij Titel II. Artikel 4.

De gewone, uitzonderlijke en compen-

satieontvangsten van den Staat worden geraamd als volgt :

Gewone ontvangsten.	fr.	8,028,645,859
Uitzonderlijke	— .	2,500,000
Compensatie	— .	759,831,360

Te zamen, fr. 8,782,977,219

De stabilisatie die eene aanpassing der begrooting van uitgaven noodzakelijk maakt, heeft insgelijks haar weerslag op de vooruitzichten der ontvangsten. Steunende op de cijfers die gekend zijn voor 1927, oordeelt uwe Commissie dat de begrooting van 's Lands Middelen met omzichtigheid en wijsheid is opge maakt en belangrijke hogere baten in het vooruitzicht stelt.

Bij het overzicht der onderscheidene artikelen van de begrooting, ofschoon wij slechts het beginsel kunnen goedkeuren volgens hetwelk de Minister vooreerst een ontlasting toestaat op de posten die s' lands economie meest schaden, dan zouden wij diep worden teleurgesteld indien, alswanneer het Delgingsfonds zijn volle uitwerksel zal hebben bereikt, al deze tien opcentiemen van het ontwerp van den Staat bij artikel 1, die de schatplichtigen voor vier jaar en niet bestendig hebben aangenomen, niet werden afgeschaft. Hierdoor zou de Regeering te kort schieten aan eene uitdrukkelijke belofte, die zij toen heeft aangegaan.

De verzachtingen toegebracht aan de supertaxe werden met genoegen vernomen door de talrijke tegenstanders dezer belasting; doch hierdoor werden de bezwaren der aangifte noch de onrechtvaardigheden weggenomen, waartoe de aangifte van de inkomsten der waarden aan toonder aanleiding geeft.

Het binnenstroomen van vreemde kapitalen, die misschien evenzeer tergende wetten ontvluchten, laat niet meer toe zich rekenschap te geven van de aanzienlijke vlucht van Belgische kapitalen naar het buitenland. Doch, deze toestand, die zal voortduren zoo-

lang het vertrouwen niet werd teruggeschonken aan de kapitalisten en zoolang de aangifte voor de waarden aan toonder niet werd afgeschaft, schijnt noch gunstig noch voordeelig te zijn en zou zelfs een gevaar kunnen worden in geval van crisis of paniek. En het is hoogst wenschelijk dat de Belgische krachtingspanning arbeid en initiatief onzer medeburgers en niet de vreemdelingen zouden begunstigen.

* * *

Artikel 9 der begrooting van 's Lands Middelen raamt op 50,000,000 frank de eventueele opbrengst der spelen en wedenschappen in 1928.

Doch onder deze ontvangsten brengen de wedrennen meer dan 15 millioen op, en dit overdreven bedrag zou de kip met de gouden eieren kunnen slachten en kunnen aanleiding geven niet tot het verdwijnen der spelers, der bookmakers en der toeschouwers, doch wel tot het verdwijnen der fokkers, eigenaars en renpaarden, daar de betaalde prijzen, ingevolge de fiscale lasten, niet meer aangepast zijn aan de noodwendigheden eener instelling die nuttig is voor het leger, voor den handel en voor den landbouw. De eigenaars hebben in 1927 meer dan 6 millioen verloren. Er werden onderhandelingen aangeknoopt; doch om opnieuw de vreemde mededingers aan te lokken die niet meer op onze renbanen verschijnen, om het fokken der raspaarden en de wedrennen in België te redden, waar het huidig getal paarden volstrekt ontoereikend is om het hoofd te bieden aan bijna dagelijksche vertooningen, is eene merkelijke verhooging der prijzen, die slechts kan voortvloeien uit de vermindering der taxe, onontbeerlijk.

Vergelijkt men den toestand in België bij dien van Frankrijk en Engeland, dan ziet men dat in Frankrijk de wedrennen niet onderhevig zijn aan de taxe op de vertooningen of op het zakencijfer: alleen op de inkomgelden wordt er eene taxe geheven ten bate van den Staat.

In Engeland bestaan er geenerlei taxes.

De taxe op het spel bedraagt in Engeland slechts 2 t. h. en men tracht ze op 1 t. h. te doen brengen.

In Frankrijk, waar alleen de totalisator is toegelaten, maken de vennootschappen een aanzienlijke winst door het procent dat haar wordt toegestaan door den Staat op de gedane afhoudingen. Zij vinden daarin de noodige geldmiddelen om hare begrooting te verhoogen en de prijzen aan te passen aan de uitgaven waartoe het onderhoud van een renstal aanleiding geeft.

In België buiten eene belasting van 27 1/2 t. h. op de bruto-ontvangsten (taxe op de vertooningen) neemt de fiscus 4 t. h. op het zakencijfer der bookmakers, waarbij nog dient gevoegd de taxe per staak ten bate der vennootschappen, ongeveer 1 1/2 t. h., te zamen dus 5 1/2 t. h. Dit alles is buitensporig.

De Staat heeft 15,510,784 frank geïnd, waarvan 12,635,218 frank voor de taxe op de weddenschappen, zonder dat er aan de vennootschappen een voldoende deel wordt terugbetaald om haar toe te laten dezelfde prijzen uit te schrijven als vóór den oorlog mits inachtneming der goudwaarde. Hierdoor wordt aan de wedders een zeer zware last opgelegd, waarvan vroeg of laat de uitwerkselen zich moeten doen voelen.

De wedrennen, deftig vermaak dat zich in alle landen in de volksgunst verheugt, dragen bij tot den voorspoed van den handel, tot de ontvangsten van de spoorwegen, en kunnen zonder overdrijving aan de Schatkist belangrijke inkomsten bezorgen. Er valt niet aan te twifelen of het Departement van Financiën zal de behoeften van den toestand inzien.

Men kome niet beweren dat dit sport uitsluitend een sport van burgers en rijken is. Men hoeft alleen te gaan naar de Vlaanders, naar Deynze, Herzele en vooral naar de zoo bezochte steeple-chase te Waereghem, om te kunnen vaststellen

dat heel de bevolking van het land daarin belang stelt.

* *

Bij artikel 15, *accijnzen*, wordt de Belgische brouwnijverheid, met het coëfficiënt 12, aangeslagen voor 180 miljoen frank, zijnde, rekening gehouden met de tegenwoordige « aangiften » en ofschoon dezen afgenomen zijn, en de drie vierden van voor den oorlog niet meer bedragen, bijna tienmaal de goudwaarde van wat in 1913 werd betaald.

Ofschoon de last zwaar zij, vooral op dit oogenblik van dure grondstoffen en hoge loonen alsook van sociale en fiscale verplichtingen, is het toch natuurlijk dat het brouwersgild zijn deel betale in de behoeften van de Thesaurie voor de financieele heropbeuring van het land. Doch terecht verzet het zich tegen de overdreven rechten op den invoer in België van vreemd mout, rechten die fr. 17-50 per 100 kilo bedragen tegen fr. 1-50 vóór den oorlog. Deze rechten, die dan nog worden verzwaaard met een ongelijke toepassing van de overdracht-taxe, zijn een overdreven premie voor de Belgische mouterij, ten nadeele van den verbruiker. En op stuk van zaken heeft deze het meeste belang bij elken maatregel die de Belgische brouwerij in een minderwaardigen toestand tegenover het buitenland plaatst.

Met den kostprijs van den nationalen drank te drukken, stelt men tegenover de concurrentie van over den Rijn, onze brouwers in een ongunstigen toestand, wanneer zij sommige moutsoorten willen gebruiken zonder dewelke het niet mogelijk is volmaakt bier te brouwen.

Des te meer is het te wenschen dat het Departement van Financiën de zaak grondig en spoedig zou onderzoeken, daar de overdreven invoerrechten op mout de ontvangsten van de Schatkist merkelyk hebben doen dalen.

* *

Bij artikel 99 heeft een lid de vrees

uitgedrukt dat, gelet op het hooge bedrag der inlagen bij de post-checks, die ongeveer een milliard bedragen met een jaarlijkschen omzet van meer dan 100 milliard frank, er in geval van verhaaste terugtrekking en paniek tekort aan dekking mocht zijn. Deze vrees is ongegrond, daar een inlage van ongeveer een half milliard frank zich in de Nationale Bank bevindt ter beschikking van den Staat om in dergelijke mogelijkheid te voorzien.

Op 13 December 1927, had de rekening der waarden tot dekking een tegoed van 516,360,050 frank.

* *

De gewone voorzichtigheid van het Departement van Financiën kennend, bij het opmaken zijner begrotingen en op grond van het feit dat de vermoedelijke uitgaven voor 1927, 7 milliard 689,100,000 frank bedragen alswanneer de vooruitzichten voor 1928 slechts 7,441,095,000 frank bedragen en dat integendeel een toeneming van ontvangsten mag worden verwacht :

a) Hoopt Uwe Commissie dat men alras recht zal laten wedervaren aan de eischen der gepensioneerden en vooral van de gewezen bedienden van den Staat die zooveel belangstelling verdienen en die angstvallig op de nieuwe regeling hunner pensioenen zitten te wachten. Het is hoogst wenschelyk dat deze toestand zoo spoedig mogelijk worde geregeld zonder de begrooting in onevenwicht te brengen. Eerst en vooral de veiligheid, heeft de Minister van Financiën gezegd, daar niets meer schadelijk voor de Belgische belangen kan zijn dan een nieuw gevaar voor onze munt, doch ook gerechtigheid voor allen.

b) Een belangwekkende toestand, waarop de heer Van Overbergh wees, is die van de gedwongen rentenieren van vóór den oorlog, minderjarigen, openbare instellingen, enz., en zelfs van al degenen die door een inschrijving in het Groot-Boek kunnen bewijzen dat zij

vóór dien datum titels onzer Staatsschuld in hun bezit hadden.

Het ware billijk na te gaan of men voor die menschen het verlies kan vergoeden van de negen tienden van wat zij vrijwillig of gedwongen aan den Staat hadden geleend, vertrouwend in zijn betaalvermogen en zijn eerlijkheid.

c) De Oorlogsschade wordt bijna

heelemaal in titels betaald, wat een verlies voor de geteisterden beteekent. Nood breekt wetten en een vierjarige oorlog laat onvermijdelijk ellende na, doch hoe eerder deze titels zullen kunnen worden uitgereikt en de achterstalligè interesten betaald, hoe spoediger de klachten zullen ophouden.

Vragen door de Senaatcommissie voor de Financiën gesteld.

EERSTE VRAAG. — Krachtens welke beslissing werd het Delgingsfonds belast met de afschrijving van :

1 ^o De schuld jegens de Nationale Maatschappij voor Nijverheidscrediet	fr. 855,000,000
2 ^o De Canadeesche paardenschuld	163,000,000
3 ^o De interprovinciale bons	647,000,000

Te zamen, fr. 1,665,000,000

ANTWOORD. — Naar luid van de wet van 7 Juni 1926 moet het Delgingsfonds, in overleg met de Regeering, de bestemming der dotaties regelen.

Krachtens deze bevoegdheid heeft het Fonds hoogerbedoelde schulden begrepen in zijn delgingsprogramma en dit werd door de Regeering goedgekeurd. Deze beslissing, wat betreft de zoogezegde Schatkistbons voor « Canadeesche paarden » en de interprovinciale bons, werd genomen op grond van het feit dat deze schulden, die thans nog op de tabel voorkomen van de verplichtingen op middelbaren termijn, nu reeds kunnen worden beschouwd als behorende tot de categorie der schulden op korten termijn, daar hunne vervaldagen liggen tusschen 10 December 1928 en 10 September 1930.

Wat de noodzakelijke terugbetaling door het Fonds betreft van de schuld

van den Staat jegens de Nationale Maatschappij voor Nijverheidscrediet, daarover bevat de algemeene uiteenzetting van de Begrooting voor 1927 wat volgt :

« Andere schulden dienen terugbetaald :

» Daaronder komt vooraan de schuld van den Staat tegenover de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.

» Deze schuld werd vooralsnog ingeschreven in de tabel van onze Openbare Schuld onder de onrechtstreeksche schulden, onder de rubriek : « Leening 6 t. h. van de Nationale Vereeniging der Nijverraars en Handelaars ».

» Deze leening werd uitgegeven met het doel aan de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid de gelden terug te betalen welke deze op aanzoek van den Staat aan de geteisterde industrieelen en handelaars had voorgeschoten. Deze teruggave had ten doel dit organisme in staat te stellen om het hoofdwerk waartoe het werd opgericht opnieuw aan te vatten, namelijk, het verstrekken aan onze industrieelen en handelaars van kredieten op langen en middelbaren termijn zoomede uitvoerkredieten.

» Onder den invloed van de trapsgewijze toenemende waardevermindering van onzen frank en van den daaruit gevolgden afkeer voor de waarden met

vaste rente en voornamelijk voor de Staatsfondsen, heeft de uitgifte van de obligaties der Nationale Vereeniging der Nijveraars en Handelaars slechts gansch onvoldoende uitslagen opleverd. Uit dien hoofde heeft de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid — voor senier het geheel bedrag harer schuld-vorderingen — zich genoodzaakt gezien titels van evenbedoelde leening voorloopig aan te nemen, en bleef alzoo van de beschikbare gelden verstoken, die haar ter vervulling van hare opdracht onmisbaar waren.

» Te recht ingenomen met dezen toestand, heeft de vorige Regeering ter beschikking van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid eene som gesteld van 885,018,420 frank, vooraafgenomen op de opbrengst der leeningen van 50 millioen dollar, uitgegeven krachtens de wet van 6 Maart 1925, tegen teruggave door gezegde maatschappij aan de Belgische Schatkist van een kapitaal van 893,958,000 frank in obligaties van de Nationale Vereeniging der Nijveraars en Handelaars.

» In de huidige economische toedracht is het meer dan ooit onmisbaar dat de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid ten volle haren rol van algemeen belang terug opneme — rol haar toegewezen door hare oprichters — en inzonderheid de aan de middenstanden noodige hulp verstrekke.

» Het ligt in de normale opdracht van het Amortisatiefonds dit voor de ontwikkeling van de bedrijvigheid der Natie uiterst nuttig werk te verwezenlijken, door het afbetalen van de Staatsschuld tegenover de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid in haar amortisatieprogramma te schrijven. »

TWEDE VRAAG. — Hoe voorziet de

Minister van Financiën den toestand van het Delgingsfonds na verloop der vier jaren?

ANTWOORD. — Op 30 Juni 1930 vervalt de buitengewone dotatie voorzien bij de wet van 7 Juni 1926. Op datzelfde tijdstip houdt dus op de taak van delging der vlottende schuld die op het Fonds drukt.

Het Fonds blijft niettemin voortbestaan, doch zijn taak zal zich bepalen bij de delging van de schulden welke werden geconsolideerd door middel van de dotatie voorzien op de Begrooting van 's Lands Schuld.

DERDE VRAAG. — Wat is het bezit van de post-checks, na aftrek van het saldo der besturen?

ANTWOORD. — Het bezit der particulieren bij de post-checks bedroeg op 30 September 1927 925,450,271 frank, en op 30 November 1927 891,589,399 frank.

VIERDE VRAAG. — Hoeveel kleine briefjes zijn er in omloop (biljetten van de Nationale Bank, van de Thesaurie)?

ANTWOORD. — Op 13 December 1927 waren er voor 719,128,000 frank briefjes van 20 en 5 frank in omloop.

Dit zijn, Mevrouw, Mijne Heeren, de bijzonderste aanmerkingen waartoe het onderzoek van de Begrooting van 's Lands Middelen in den schoot van de Commissie van Financiën aanleiding gaf. Met zeven tegen vier stemmen stelt zij U voor de Begrooting, zooals zij ons van de Kamer der Volksvertegenwoordigers is toegekomen, goed te keuren.

De Voorzitter-Verslaggever,
Bon DE MÉVIUS.